

OBJET GESTION DE L'EFFECTIF COMMUNAL

PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE

**MISE A DISPOSITION DE LA COLLECTIVITE
DE PERSONNEL DE DROIT PRIVE**

Un projet de rénovation urbaine a été décidé sur les quartiers des Camélias, de Vauban et du Butor destiné à leur offrir une nouvelle qualité, en leur donnant des atouts en termes de fonctionnement socio-économique et urbain, et en leur apportant une image revalorisée.

Pour mettre en œuvre ce projet, une équipe opérationnelle est en cours de constitution. Elle aura en charge la gestion, le suivi du projet de rénovation urbaine.

Cette équipe sera placée sous la responsabilité d'un Chef de Projet qui aura pour mission la conception, la finalisation, la contractualisation du projet de rénovation urbaine et la mise en œuvre et pilotage des opérations inscrites au projet.

En vue du recrutement du Chef de Projet, une offre d'emploi a été publiée dans la presse. Malheureusement, les candidatures reçues ne sont pas susceptibles de remplir les fonctions du fait que les candidats ne détiennent pas les qualifications requises pour le poste.

Le Programme de Rénovation Urbaine devant être réalisé cependant en quatre ans, le Chef de Projet doit posséder immédiatement toutes les qualifications exigées.

Aussi, pour les besoins du service, nous projetons d'accueillir par voie de mise à disposition un personnel de droit privé. Il s'agit, en l'occurrence, d'une salariée de la SIDR qui a le profil pour occuper ce poste de Chef de Projet.

Une convention de mise à disposition sera passée avec la SIDR. La Ville remboursera à l'employeur d'origine les rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature.

Cette convention de mise à disposition passée entre la Ville et la SIDR doit être soumise à votre approbation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

 **LE MAIRE**
Robert ANNETTE

COMMUNE DE SAINT-DENIS

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 29 juin 2009

Délibération n° 09/3-45

OBJET GESTION DE L'EFFECTIF COMMUNAL

PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE

**MISE A DISPOSITION DE LA COLLECTIVITE
DE PERSONNEL DE DROIT PRIVE**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 09/3-45 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur HOAREAU Jean-François, 4ème Adjoint, présenté au nom de la Commission Affaire Générale/ Entreprise Municipale ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

Approuve la convention de mise à disposition d'une salariée de droit privée passée avec la SIDR pour occuper le poste de Chef de Projet Rénovation Urbaine.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le - 7 JUIL. 2009



LE MAIRE


Gilbert ANNETTE